

Comparer en France

Petit essai d'autobiographie disciplinaire

Jean-François BAYART

Résumé - La réforme de la Recherche et de l'Université en France peut avoir des conséquences fâcheuses sur la sociologie historique comparée du politique qui s'y est développée depuis les années 1970. La relecture des principaux fondements théoriques permet de rappeler les objectifs de l'exercice comparatif : partager, voire forger un vocabulaire, en excluant que ce dernier puisse identifier un dénominateur commun ou conduire à une explication causale. Mettre en regard non des entités, mais des pratiques, des processus et des moments historiques par définition contingents et incertains. Mutualiser des interrogations sans en attendre des réponses unitaires. Les translater de l'analyse d'une société à celle d'une autre. Montrer que les continuités sont par définition des discontinuités. Reprendre à nouveaux frais la question de l'« historicité propre » des sociétés, dont le rapport à l'Ailleurs et à l'Autre est un élément constitutif et qui est indissociable de leur extraversion fondamentale. Ne pas déduire de cette « historicité propre » des sociétés que les « trajectoires du politique » sont des parallèles destinées à ne pas se rejoindre, et refuser de substituer à la vieille idée de l'incommensurabilité des « cultures » ou des « civilisations » le nouveau préjugé de l'incommensurabilité de ces trajectoires historiques. Rappeler en conséquence que la comparaison ne peut pas être à sens unique et que l'historicité des sociétés européennes gagne à être mesurée à l'aune des sociétés africaines ou asiatiques autant que l'inverse. En bref, il s'agit de comparer pour singulariser, et de singulariser pour universaliser.

Le comparatisme, la politique comparée sont à la croisée des chemins. D'une part, de nouvelles perspectives s'offrent à eux : de jeunes chercheurs, souvent mieux formés, notamment sur le plan linguistique, que leurs aînés, se vouent à cette approche, lui donnent un deuxième souffle et contribuent à sa légitimité scientifique au sein d'une communauté académique encore encline à privilégier les vieux questionnements nationaux ; ce qu'il est convenu de nommer la globalisation confère un regain d'intérêt pour les questions internationales et attise la curiosité du public ou des médias ; le cloisonnement disciplinaire et les sectarismes idéologiques sont en partie passés de mode. Mais, d'autre part, différents facteurs mettent en danger la rigueur ou la portée heuristique de l'exercice comparatif. On ne dira jamais assez que la « compression du temps et de l'espace » (David Harvey) qui caractérise la globalisation frappe également la recherche : les impératifs de la compétition professionnelle, les difficultés de recrutement et de carrière, le mouvement vibrionnant de la coopération ou de la sociabilité scientifique internationale, les possibilités qu'ouvrent les technologies modernes de communication et de production de la connaissance sont parfois plus propices à l'agitation, à l'« expertise » et au « couper/coller », voire au pillage et au plagiat, qu'à la maturation de la pensée. Pis encore, la réduction de la dépense publique et la contractualisation croissante du financement de la recherche, depuis la transformation néo-libérale du monde dans les années 1980, se sont paradoxalement traduites par un recul de la productivité réelle de cette dernière, du fait de l'alourdissement des tâches d'enseignement, de gestion, d'évaluation et de *fund raising* qui sont désormais imposées aux chercheurs, au détriment du temps consacré aux séminaires, à l'archive, au terrain et à l'écriture. Ces changements sont susceptibles d'étouffer dans l'œuf l'éclosion de programmes jugés inintéressants du point de vue de la « demande sociale », ou de nuire à leur réalisation pluriannuelle : un Fernand Braudel, un Lucien Febvre, jeunes chercheurs, pourraient-ils aujourd'hui mener à bien leur œuvre de long cours ? Ce n'est pas être chagrin que d'en douter.

En outre, la conjonction de la contractualisation de la recherche et de son inféodation à la logique des médias favorise les thématiques de politique étrangère, de relations internationales, de « gouvernance globale », de « géopolitique » ou d'économie internationale aux dépens de la compréhension de l'historicité des sociétés politiques et de leur mise en regard comparative dont le *sex appeal* est moins évident pour les journalistes, les fonctionnaires ou les chefs d'entreprise. Effet collatéral de ces évolutions, les institutions scientifiques qui étaient les hauts lieux de ce type de travaux – en France, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et le CNRS, avec ses laboratoires associés à l'Université, dont, dans le domaine précis de la politique comparée, le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de la Fondation nationale des sciences politiques – sont confrontées à une remise en cause, sinon de leur existence, du moins de leur habitus, de leurs ressources et de leur mission au bénéfice de nouveaux

organismes dont les premiers pas ne sont pas, sous réserve d'inventaire, à l'avantage de l'étude des sociétés politiques et de leur comparaison dans les termes des sciences sociales.

Il ne s'agit pas, dans cet article, de critiquer le nouveau cours, de crier au loup ou de se livrer à la déploration, mais de prendre acte de ces changements et d'en tirer les conséquences. Le métier de comparatiste est à réinventer par la profession¹. Mais l'on ne peut avancer que si l'on garde à l'esprit les acquis de la période écoulée et son apport spécifique à la compréhension de l'historicité du politique. Le sujet étant en soi considérable, je me contenterai ici d'évoquer le seul cas français, et ce à partir de mon expérience personnelle, qui revêt évidemment une dimension institutionnelle et professionnelle ou, si l'on veut, corporative, ce qui ne signifie pas automatiquement « corporatiste ». Non que cette expérience soit exceptionnelle, tant s'en faut. C'est précisément son caractère ordinaire qui peut nous être ici utile. Par ailleurs, nul besoin d'invoquer en l'occurrence une « exception culturelle » française. Simplement le décalage institutionnel, politique et temporel du dispositif français offre un aperçu commode sur le paysage scientifique international auquel il est au demeurant intégré grâce au rôle clef qu'ont tenu des établissements comme l'EHESS ou un laboratoire comme le CERI dans les échanges entre les chercheurs de l'Hexagone et leurs collègues étrangers. Ainsi, l'audience du marxisme ou de courants critiques des sciences sociales et de la philosophie, la vitalité de l'historiographie, le tarissement des financements transatlantiques de la recherche du fait du retrait de la France de l'OTAN et de l'orientation de sa politique étrangère, la réticence de sa société et de sa classe politique à l'encontre du néo-libéralisme, l'autonomie des grands organismes de recherche par rapport à l'Université ont conféré au comparatisme français une particularité qui n'autorise pas à parler d'« école française » en la matière, mais peut-être d'un *French Blend*.

Cela apparaît aujourd'hui assez clairement dans la manière dont sont abordés ou reçus deux grands débats internationaux qui intéressent directement la comparaison en sciences sociales : d'une part, celui qui a trait aux *post-colonial studies*, réfutées par nombre de chercheurs français qui leur reprochent d'occulter l'historicité des sociétés dès lors que celles-ci sont ramenées à la catégorie générique de la postcolonialité, *i. e.* à l'héritage d'une « situation coloniale » définie de façon essentialiste, voire ontologique² ; d'autre part, celui, à mon sens beaucoup plus fructueux, que nourrissent le dialogue entre les histoires

1. C'est dans cette perspective que se situent le Fonds d'analyse des sociétés politiques (FASOPO) et le Réseau européen d'analyse des sociétés politiques (REASOPO), créés, respectivement, en 2003 et 2007 (www.fasopo.org). Le présent article reprend la communication que j'avais présentée à la Première rencontre européenne d'analyse des sociétés politiques (Paris, 1^{er} février 2008), dans le cadre de ce réseau.

2. Cf. le débat assez viril dans Smouts (M.-C.), dir., *La situation postcoloniale. Les postcolonial studies dans le débat français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

« mondiale », « globale » et « connectée », et aussi leur conversation avec la *microstoria* italienne³. Je ne reprendrai pas les termes de ces discussions, parallèles plutôt que croisées, puisqu'elles sont par définition évolutives et qu'elles ont récemment donné lieu à plusieurs publications. En revanche je les rattacherai à des moments de pensée qui les ont précédées de plusieurs décennies, qui les conditionnent éventuellement, et qui en tout cas méritent d'être repris comme repères heuristiques. Ensuite je rappellerai brièvement certaines des pratiques institutionnelles et professionnelles qui ont porté le comparatisme en France, avant de proposer quelques perspectives problématiques.

Rencontres

Si je m'en tiens à mon propre itinéraire, l'exercice de la comparaison politique est passé par différentes rencontres plus ou moins naturelles pour un politiste africaniste dans le Paris des années 1970 ou du début des années 1980 : Georges Balandier dont je n'ai pas suivi les enseignements mais dont l'œuvre dominait l'étude du sous-continent, lançait de multiples passerelles entre la sociologie ou l'anthropologie et la science politique, avait introduit en France les grands maîtres de l'anthropologie anglaise et se voyait prolongée de manière créative par l'anthropologie marxiste sous la plume de Claude Meillassoux, Emmanuel Terray, Georges Dupré, Jean Copans, Pierre Bonnafé, Pierre-Philippe Rey, Peter Geschiere et d'autres encore ; Guy Hermet qui, de concert avec Alain Rouquié, était en passe de faire du CERI la principale plateforme de la politique comparée en France, au fil d'une série de colloques internationaux et de publications collectives, et qui prit l'initiative de rebaptiser ce Centre d'études *des relations* internationales en Centre d'études *et de recherches* internationales pour bien signifier que l'analyse des sociétés politiques ne pouvait se réduire à celle du système international et pour mettre en exergue la priorité qu'il entendait accorder à la recherche fondamentale par rapport à ce que l'on n'appelait pas encore l'« expertise » ; Jean Leca et Jean-Claude Vatin dont le diptyque sur *L'Algérie politique*, aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, fournissait un modèle de savoir-faire et dont les différentes interventions ou publications contribuaient à structurer la réflexion bien au-delà des seules recherches sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ; Christian Coulon avec qui je lancerai *Politique africaine* en mai-juin 1980. Puis, un peu plus tard, Jean Coussy qui saura réussir la greffe, longtemps différée, de l'économie politique au CERI, qui y fondera un courant intellectuel encore vivant, notamment dans les écrits de Béatrice Hibou, et qui me permettra d'« entendre » ce que diront dans les années 1980-1990 des économistes comme Gilles Duruflé, Olivier Vallée,

3. Cf. le dossier « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (4bis), 2007.

Christian Chavagneux ; Jean-Pierre Warnier, rencontré à Yaoundé au milieu des années 1980 et avec lequel je poursuivrai un long dialogue sur la culture matérielle et les techniques du corps. Et ceci pour m'en tenir à l'Hexagone. Car, bien sûr, il me faudrait ajouter à cette liste tous les collègues étrangers avec qui j'ai entamé un commerce, lequel n'a cessé depuis : par exemple Peter Geschiere, Fred Cooper, Mamadou Diouf, Serif Mardin, John Dunn, Achille Mbembe, Donald Cruise O'Brien, John Lonsdale, Bruce Berman, Jane Guyer, Stephen Ellis, Janet Roitman, d'autres encore.

Néanmoins, dans le Paris de cette époque, l'exercice de la politique comparée pouvait également reposer sur la redécouverte de l'œuvre d'Antonio Gramsci – dans le contexte il est vrai ambigu et politiquement orienté du moment de l'« eurocommunisme » et de la « critique antitotalitaire » – et sur la lecture ou la fréquentation des monstres sacrés des sciences sociales ou de la philosophie qui y enseignaient et étaient au faite de leur créativité : en ce qui me concerne, Gilles Deleuze et Félix Guattari, Michel Foucault (plutôt que Pierre Bourdieu), Michel de Certeau (qui fréquentait assidûment et généreusement le Groupe d'analyse des modes populaires d'action politique que j'avais fondé en 1980 au CERI, en collaboration avec Christian Coulon et d'autres collègues de Bordeaux et de Pau), Paul Veyne (dont *Le pain et le cirque* posait les fondements d'une comparaison soucieuse d'historicité, par opposition au comparatisme lisse et ahistorique du développementalisme nord-américain ou de l'école de la dépendance latino-américaine, lesquels tenaient le haut du pavé d'un trottoir à l'autre de l'Université et de la Recherche). À mes yeux, il faudra attendre la seconde moitié des années 1990, avec les nouvelles traductions de Max Weber par Jean-Pierre Grossein, notamment, pour que souffle sur la France un vent aussi fécond du point de vue de la théorie et des concepts de l'analyse comparative.

Puisque j'ai eu l'occasion, dans d'autres publications, de longuement m'expliquer sur mon usage de M. Foucault, de G. Deleuze et de M. de Certeau, et sur les concepts de subjectivation, d'État-rhizome, d'énonciation du politique ou de modes populaires d'action politique que j'en ai tirés, je voudrais ici insister plutôt sur l'apport de P. Veyne⁴. Une idée récurrente parcourt son œuvre : l'histoire doit utiliser les sciences humaines, et les enrichir. C'est en tant que bénéficiaire de cette fructification que je me situe. Pour les besoins de l'exposition, trois moments peuvent être distingués dans le propos de P. Veyne.

4. Cf. Veyne (P.), *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1976 (cité désormais : PC) ; *Comment on écrit l'histoire*, suivi de *Foucault révolutionne l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1979 (désormais respectivement : CH et FRH) ; *L'inventaire des différences*, Paris, Éditions du Seuil, 1976 (désormais : ID) ; *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*, Paris, Éditions du Seuil, 1983 ; *La société romaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1991 ; *L'empire gréco-romain*, Paris, Éditions du Seuil, 2005 (désormais : EGR) ; *Quand notre monde est devenu chrétien (312-394)*, Paris, Albin Michel, 2007 (désormais : QMDC).

Tout d'abord, celui-ci plaide en faveur d'une « histoire sociologique » : « L'histoire existe, ou du moins l'histoire sociologique, celle qui ne se borne pas à raconter, ni même à comprendre, mais qui structure sa matière en recourant à la conceptualisation des sciences humaines, appelées aussi sciences morales et politiques. [...] Comme mainte autre science, l'histoire informe ses matériaux en recourant à une autre science, la sociologie, [...] l'histoire n'existe que par rapport aux questions que nous lui posons. Matériellement, l'histoire s'écrit avec des faits ; formellement, avec une problématique et des concepts » (ID, p. 7-9). Elle procède par « détermination d'invariants, au-delà des modifications » : « L'invariant est au centre même de la pratique historique, puisque l'histoire explique et qu'elle explique sociologiquement, scientifiquement ; or qu'est-ce qu'une science, sinon la détermination d'invariants qui permettent de retrouver la diversité des phénomènes ? » (ID, p. 10-11 et 19). Dans cet esprit,

« l'exigence d'invariants est tout simplement l'exigence d'une théorie qui fournisse à l'histoire ses concepts et ses instruments d'explication. [...] "Invariants" veut donc dire "histoire écrite à la lumière des sciences de l'homme" car une pareille histoire utilisera évidemment ces sciences, quand elles existent, ou contribuera à les faire exister. [...] Même quand ils ne le savent pas, les historiens font de l'invariant, comme ils font de la prose. » (ID, p. 22-24)

Face à un tableau, par exemple, les concepts « nous permettent d'avoir plus d'idées sur ce tableau, d'être plus conscients de son originalité et, littéralement, de mieux le voir » (ID, p. 34). De ce point de vue, « on a tort d'opposer l'appréhension des individualités, dans toute leur richesse, à la conceptualisation qui serait un bavardage trop général ; tout au contraire, chaque concept affine et enrichit notre perception du monde ; sans concepts, on ne voit rien ; sans concepts on fait de l'histoire narrative, qui n'est pas tout à fait la même chose que l'histoire événementielle : car on peut fort bien conceptualiser des événements » (ID, p. 34) (et réciproquement, nous dira G. Deleuze, le concept, c'est l'événement, par opposition à l'essence).

L'on voit donc que les invariants n'arasent pas le relief de l'historicité des sociétés qu'ils considèrent, *i. e.* celui de la différence ou de l'altérité. L'invariant est bien plutôt un « opérateur d'individualisation » (ID, p. 35). P. Veyne écrit ailleurs : « L'histoire est description de l'individuel à travers des universaux, ce qui, en droit, ne soulève aucune difficulté. [...] Mais le danger le plus sournois est celui des mots qui suscitent dans notre esprit de fausses essences et qui peuplent l'histoire d'universaux qui n'existent pas » (CH, p. 87 et s.) En bref, il défend une « conception conceptualisante et individualisante de l'histoire » (ID, p. 47) :

« L'histoire peut être définie comme l'inventaire explicatif, non pas des hommes ni des sociétés, mais de ce qu'il y a de social en l'homme, ou plus précisément des différences que présente cet aspect social ; [...] l'histoire, inventaire explicatif des différences sociales, est par-là même la science des différences sociales ;

[...] l'individuel et le général n'existent pas objectivement, [...] il n'y a pas d'individus absolument, mais seulement des individués, relativement au niveau adopté. » (ID, p. 52, 58, 60)

Deuxième moment de la démonstration de P. Veyne : cette « histoire sociologique » est aussi « histoire comparée », qu'il assume en historien de l'exotique, d'une « antique civilisation [...] abolie » dont les objets « sont aussi surprenants que des aérolithes » (ID, p. 13). Il évoque à ce propos la géographie générale qui jamais ne considère un phénomène « sans le rapprocher des phénomènes apparentés qui sont répartis sur les autres points du globe » (CH, p. 194). Et il se refuse à voir dans les Romains un étalon : ceux-ci « ont existé d'une manière aussi exotique et aussi quotidienne à la fois que les Thibétains (JFB : *sic*), par exemple, ou les Nambikwara, ni plus ni moins ; si bien qu'il devient impossible de les considérer plus longtemps comme une sorte de peuple valeur » (ID, p. 8). Dès lors la comparaison met bien en lumière la différence, au lieu de la dissoudre. P. Veyne rappelle que « le verbe "comparer" comporte syntaxiquement deux constructions qui ont des sens opposés : un poète compare la passion amoureuse à la flamme pour dire qu'elles sont très comparables ; un historien, lui, compare l'impérialisme romain et celui d'Athènes pour constater qu'ils ne se ressemblent pas, à la manière d'une marchande de laine qui compare deux pelotes qu'elle soupçonne de n'être pas de la même teinte » (ID, p. 20-21). Il affirme que « du même coup, toute histoire, sans le faire exprès, devient une histoire comparée, c'est-à-dire une histoire qui sépare en sachant pourquoi elle le fait » (ID, p. 45). Elle conceptualise « afin de cerner l'originalité des choses » (ID, p. 45) : « L'histoire peut être définie comme l'inventaire explicatif, non pas des hommes ni des sociétés, mais de ce qu'il y a de social en l'homme, ou plus précisément des différences que présente cet aspect social » (ID, p. 52) ; « l'histoire, inventaire explicatif des différences sociales, est par là même la science des différences sociales » (ID, p. 58). Le manifeste de la collection « Des Travaux » que notre historien lança aux Éditions du Seuil, de pair avec Michel Foucault, Jean-Claude Milner et François Wahl, définissait ainsi le « travail » dont elle se réclamait : « Ce qui est susceptible d'introduire une différence significative dans le champ du savoir, au prix d'une certaine peine pour l'auteur et le lecteur, et avec l'éventuelle récompense d'un certain plaisir, c'est-à-dire d'un accès à une autre figure de la vérité ». Mais la mise en lumière de la différence est simultanément un enseignement, fût-il implicite, sur notre propre histoire – ce que G. Balandier nommera un « détour » :

« C'est pourquoi l'histoire romaine est intéressante : elle nous fait sortir de nous-mêmes et nous oblige à expliciter les différences qui nous séparent d'elle. Une civilisation moins éloignée de la nôtre n'aurait pas cette vertu ; nous aurions avec elle un langage commun, si bien que la plus grande partie de ce que l'historien aurait à dire pourrait aller sans dire ; l'historiographie pourrait alors s'attarder plus longtemps dans la pénombre où flotte ce qui n'est que vaguement conçu. » (ID, p. 13-14)

Ainsi, *L'empire gréco-romain* oppose terme à terme la transmission dynastique des monarchies ouest-européennes et la transmission aristocratique et classique de Rome, de Byzance et de l'Empire ottoman (EGR, p. 22) ; les Républiques modernes et les Républiques anciennes ; les démocraties modernes et les démocraties antiques (EGR, p. 79 et s.) ; le totalitarisme moderne et celui de Platon (EGR, p. 79-81 et 110 et s.). Déjà, dans *Le pain et le cirque*, l'analyse du « régime de notables » sur lequel reposait l'Empire romain – analyse dont on dit qu'elle a inspiré à Foucault son concept de « gouvernementalité » – opposait l'évergétisme à la charité chrétienne et se soldait par cette conclusion : « Les options politiques de l'Antiquité n'étaient pas là où nous les chercherions, dans des programmes rivaux de politique constitutionnelle ou bien sociale, et elles étaient où nous ne les chercherions pas, dans des options administratives ou encore dans la modalité d'obéissance, dans le style de commandement. » (PC, p. 638)

Autrement dit, P. Veyne est avant tout un historien des pratiques, pratiques qu'il situe dans le cadre d'une « philosophie de la relation », ce qui le rend définitivement proche de M. Foucault (FRH, p. 211 et s. ; p. 220 et s. ; p. 236 et s.) : « Les “événements” ne sont pas des totalités, mais des nœuds de relations » (CH, p. 40). Il se méfie de la place que l'on accorde aux idées, aux croyances, à la religion, à l'idéologie – notion « trop rationnelle », à l'« utilitarisme un peu court » (QMDC, p. 230) – car ces dernières ne sont pas « à la racine de l'obéissance » : « L'histoire s'explique par un vécu silencieux et non par les belles paroles qui s'y ajoutent ; [...] le vécu social muet suscite ou accepte les verbalisations idéologiques, et non l'inverse ; une idéologie ne convainc que les convaincus » (QMDC, p. 228-229). L'insistance de P. Veyne sur « cette épaisseur obscure de la socialisation » (QMDC, p. 236) le rapproche d'une certaine manière de P. Bourdieu, de ses « montages verbo-moteurs » et de ses « impératifs engourdis⁵ ». Elle récuse les explications de type culturaliste, œuvre salubre par les temps qui courent : « Nous vivons sans savoir formuler la logique de nos actes, notre action en sait plus long que nous-mêmes et la praxéologie est implicite chez l'agent comme les règles de la grammaire chez le locuteur. [...] L'intervalle entre la pensée et l'action est une expérience universelle. [...] L'action de l'homme dépasse considérablement la conscience qu'il en prend ; la majeure partie de ce qu'il fait n'a pas sa contrepartie de pensée ou d'affectivité. Sinon, on réduirait d'énormes ensembles “institués” tels que la religion ou la vie culturelle à n'avoir pour contrepartie authentique que des moments discontinus d'émotion de la partie la plus fine de l'âme chez une petite élite » (CH, p. 133).

5. Bourdieu (P.), *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 116-117. Philippe Descola parle pareillement des « schèmes de la pratique qui, pour être efficaces, doivent demeurer tapis dans l'obscurité des habitudes et des accoutumances » (Descola (P.), *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005, p. 136.)

Troisième moment de sa démarche, l'historien, en bon *social scientist*, construit son objet en introduisant une distanciation par rapport à la société qu'il étudie. Il fait preuve d'un « appétit d'intelligibilité » (ID, p. 25). L'historien

« ne parle pas le langage erroné de ses héros : il nous parle d'eux en un métalangage, celui de la vérité scientifique. Les Romains parlent de la grandeur de Rome, de la coutume des ancêtres, de la sagesse du Sénat ; l'historien traduit cela dans le métalangage transhistorique des sciences politiques ; il décrypte le texte et y retrouve des invariants : impérialisme ou isolationnisme, couverture idéologique, domination de classe. Il ne partage pas le langage erroné des Romains : il nous explique les Romains en parlant la langue de la vérité scientifique, en mettant au jour les mécanismes et les réalités de l'histoire romaine et en la rendant ainsi intelligible. » (ID, p. 24-25 ; voir aussi CH, p. 128)

Et d'ailleurs « que de choses ont été vécues sans avoir été dites ! » (QMDC, p. 61). Voilà ce qui fonde « l'effort caractéristique du métier d'historien et ce qui lui vaut sa saveur : s'étonner de ce qui va de soi » (CH, p. 17). Cette opération de distanciation est sous-jacente à la construction de l'objet :

« Les historiens racontent des intrigues, qui sont comme autant d'itinéraires qu'ils tracent à leur guise à travers le très objectif champ événementiel (lequel est divisible à l'infini et n'est pas composé d'atomes événementiels) ; aucun historien ne décrit la totalité de ce champ, car un itinéraire doit choisir et ne peut passer partout ; aucun de ces itinéraires n'est le vrai, n'est l'Histoire. Enfin le champ événementiel ne comprend pas des sites qu'on irait visiter et qui s'appelleraient événements : un événement n'est pas un être, mais un croisement d'itinéraires possibles. [...] Les événements ne sont pas des choses, des objets consistants, des substances ; ils sont un découpage que nous opérons librement dans la réalité, un agrégat de processus où agissent et pâtissent des substances en interaction, hommes et choses. » (CH, p. 38-39)

Pour P. Veyne, « puisque tout est historique, l'histoire sera ce que nous choisirons » (CH, p. 42). Selon une idée que formule également Giovanni Levi, l'histoire comparée s'inscrit dans cette construction de l'objet et elle consiste à partager les questions plutôt que les réponses :

« En histoire les questions, qui sont sociologiques, importent davantage que les réponses, qui sont de fait ; [...] il est plus important d'avoir des idées que de connaître des vérités. [...] Or, avoir des idées, cela s'appelle aussi disposer d'une topique, prendre conscience de ce qui est, l'explicitier, le conceptualiser, l'arracher à ce qui va de soi, à la *Fraglosigkeit*, à la *Selbständigkeit*. Cela revient à cesser d'être naïf et à s'apercevoir que ce qui est pourrait ne pas être. Le réel est entouré d'une zone indéfinie de compossibles non réalisés ; la vérité n'est pas la plus élevée des valeurs de connaissance. » (ID, p. 61-62)

Entendue de la sorte, l'histoire comparée est non une « méthode », mais une « heuristique » :

« L'histoire comparée [...] est originale moins par ses résultats, qui sont de l'histoire tout court, que par son élaboration ; plus précisément, l'expression

équivoque et faussement scientifique d'histoire comparée [...] désigne deux et même trois démarches différentes : le recours à l'analogie pour suppléer aux lacunes d'une documentation, le rapprochement à fins heuristiques de faits empruntés à des nations ou à des périodes diverses, enfin l'étude d'une catégorie historique ou d'un type d'événement à travers l'histoire, sans tenir compte des unités de temps et de lieu. » (CH, p. 84-85)

L'on aura compris que l'histoire comparée de P. Veyne est en quelque sorte la propédeutique de l'analyse comparée des sociétés politiques, au point de croisement des « sciences morales et politiques » : l'anthropologie, la sociologie, l'économie politique, la science politique. Elle est aussi l'antidote du comparatisme normatif, notamment de type développementaliste, qui suppose l'occultation de l'historicité et la quête vaine de causalités sur un plan horizontal et linéaire. Il est absurde de comparer les sociétés les unes *aux* autres dans l'espoir de trouver le sésame qui ouvrira la compréhension de la prospérité des nations ou de leur démocratisation. En revanche, les comparer les unes *et* les autres pour en dégager l'irréductible contingence est autrement plus fécond pour l'intelligence des situations, mais aussi, le cas échéant, pour l'action. Car, comme on le dit familièrement, « on ne change pas d'histoire ». L'ignorance de ce vieux précepte au profit de programmes génériques de « réformes » ou de « voies » révolutionnaires universelles a été lourdement sanctionnée tout au long du siècle dernier, et l'on ne peut dire que le néo-libéralisme en ait tiré les leçons.

En attendant, les propositions de P. Veyne revêtent une triple utilité pour l'analyse comparée des sociétés politiques. *En premier lieu*, elles exaltent le rapport paradoxal qui relie la pauvreté des sources documentaires à l'« ingéniosité » scientifique, la rareté du document interdisant son exploitation extensive et contraignant à l'innovation (ID, p. 14-15). Elles dissipent l'illusion de la recherche causale et légitime le recours à la « rétrodiction », c'est-à-dire au « remplissage » des « trous » (CH, chapitre 8). Pour peu scientifiquement correct qu'il soit, le procédé est inévitable dans la plupart des sociétés africaines ou asiatiques sur lesquelles nous travaillons, surtout si l'on se soucie de leur historicité, *i. e.* de leur passé, ou si l'on analyse leurs moments autoritaires ou totalitaires, avarés en sources écrites ou orales. Plus fondamentalement encore, il nous demande de substituer à l'idée utilitariste de la causalité celle, spinozienne et deleuzienne, d'« actualisation » (FRH, p. 221 et s.).

En second lieu, la démarche de P. Veyne nous permet d'« en finir avec le récit continu » : « Les faits historiques ne s'organisent pas par périodes et par peuples, mais par notions ; ils n'ont pas à être replacés en leur temps, mais sous leur concept » (ID, p. 49). Ainsi, « entre les Romains et nous, un abîme a été creusé par le christianisme, par la philosophie allemande, par les révolutions technologique, scientifique et économique, par tout ce qui compose notre civilisation » (ID, p. 13). Ce qui devrait nous interdire de comparer la place des

rituels dédiés aux dieux dans l'Empire – « le vieux paganisme, cette religion assez légère pour être une sorte de laïcité avant la lettre » (QMDC, p. 245) – et la teneur même de la croyance à celle de la religion dans la chrétienté médiévale ou dans l'État-nation, le christianisme étant « la religion la plus éloignée qui fût d'une distinction entre Dieu et César, contrairement à ce qu'on entend répéter » (QMDC, p. 246 et s.). Ou encore nos démocraties à la Grèce antique même si le militantisme citoyen s'y manifestait par une « politisation des pensées qui donnent à la vieille Athènes un air faussement moderne » (EGR, p. 87). Derechef notre historien rejoint M. Foucault et sa « généalogie » : cette dernière s'oppose « au déploiement métahistorique des significations idéales et des indéfinies téléologies », à la « recherche de l'« origine » », et leur substitue les objets nietzschéens de la « provenance » (*Herkunft*) et de l'« émergence » (*Entstehung*⁶). Pareillement P. Veyne estime – à propos de la monolâtrie des Juifs, qui devint monothéisme pour des raisons politiques – que « les origines des choses sont rarement belles [et] ne préjugent pas de la suite » (QMDC, p. 293). Il reprend la notion d'« épigénèse » de Jean-Claude Passeron : « La plante historique ne continue pas ses racines, ne développe pas ce qui aurait été préformé dans un germe, mais se constitue au fil du temps par degrés imprévisibles. L'inventivité historique est un des aspects de cette épigénèse⁷ » (QMDC, p. 263).

Ce faisant, P. Veyne « sauvait l'histoire de la nation » bien avant que Prasenjit Duara n'en fasse son mot d'ordre salvateur⁸. Déplorant que la discipline, « il y a quelques millénaires », eut « pris un mauvais départ », qui la rendit prisonnière des « unités de temps et de lieu » et la consigna au récit linéaire d'un « *continuum* », celui de la « biographie d'une individualité nationale », soulignant que de ce fait elle se condamnait à « perpétuer le souvenir de la vie des peuples ou des rois » avec tout ce que cela peut comporter de pesanteur idéologique, il lui proposait de « découper la matière historique en *items* : la cité à travers les siècles, le millénarisme à travers les âges, paix et guerre entre les nations » (CH, p. 192-194).

C'est ce projet que reprend à sa manière l'histoire connectée en se déprenant des découpages étatiques et en saisissant « les relations, passages, influences, transferts, parentés, voire continuités longtemps ignorés⁹ », en quelque sorte en faisant œuvre d'électricien et en rétablissant les connexions qu'avait interrompues le narratif national. L'histoire connectée est née de la nécessité concrète de

6. Foucault (M.), « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in *Dits et écrits. 1954-1988*, vol. II : 1970-1976, éd. établie sous la direction de D. Defert et F. Ewald, Paris, Gallimard, 1994, p. 136-156.

7. Cf. aussi Passeron (J.-C.), *Le raisonnement sociologique. Un espace non poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2006 (édition revue et augmentée).

8. Duara (P.), *Rescuing History from the Nation: Questioning Narratives of Modern China*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

9. Douki (C.), Minard (Ph.), « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? Introduction », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (4bis), 2007, p. 19.

comprendre les ordres impériaux transocéaniques des XVI^e-XVIII^e siècles et les pratiques de « métissage » qu'ils engendraient¹⁰. Implicitement elle fait ainsi écho à l'étude de la culture grecque dans l'Empire romain et à l'époque hellénistique. Or, la bataille de la dé-nationalisation n'est pas gagnée d'avance si l'on en juge par les déboires de l'histoire comparée chère à Marc Bloch qui, de toute façon, se faisait « entre sociétés voisines, contemporaines et de même nature¹¹ », ou par le rabougrissement de l'histoire des économies-mondes de Fernand Braudel en nouveau récit de l'« identité de la France ». La vogue actuelle du culturalisme, le préjugé de l'« incommensurabilité » des sociétés de par le monde montrent que la tentation de la rétraction identitaire guette plus que jamais la discipline¹². Et, contrairement à ce que dit de manière trop optimiste Marcel Detienne, ce tropisme n'épargne pas l'anthropologie, laquelle est loin d'être « naturellement comparative¹³ ». Inversement, il n'est pas nécessaire de se réclamer de l'histoire globale pour en faire, ainsi que vient de le rappeler Chris Bayly¹⁴. Par ailleurs le risque est réel de voir l'histoire globale réintroduire, dans ses vastes fresques, un biais téléologique¹⁵. Ni Grand Récit, ni célébration postmoderne de la fragmentation du monde, l'histoire connectée, telle que la conçoivent Sanjay Subrahmanyam et Serge Gruzinski, se focalise sur les interactions multiples qui assurent l'unité du monde à différentes échelles et « *by moving laterally*¹⁶ ». Par ce « jeu d'échelles » elle n'est nullement contradictoire avec la *microstoria*¹⁷. Elle fait aussi écho à certaines recherches anthropologiques¹⁸.

En troisième lieu, P. Veyne a ouvert la voie, *ipso facto*, à une histoire sociologique et comparée du « moment colonial¹⁹ » qui se situe aux antipodes de la

10. Bertrand (R.), « Rencontres impériales. L'histoire connectée et les relations euro-asiatiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (4bis), 2007, p. 69.

11. Detienne (M.), *Comparer l'incomparable*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p. 32.

12. Sur ce thème de la prétendue « incommensurabilité » des sociétés, cf. Subrahmanyam (S.), « Par-delà l'incommensurabilité : pour une histoire connectée des empires aux temps modernes », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (4bis), 2007.

13. Detienne (M.), *Comparer l'incomparable*, *op. cit.*, p. 29. Cf. par exemple la critique du récit national dans l'anthropologie iranologique par Adelhkhal (F.), « Islamophobie et malaise dans l'anthropologie. Être ou ne pas être (voilée) en Iran », *Politix*, 80, 2007, en attendant la publication de son ouvrage *Le Retour de Sindbad*.

14. John (B. M.), « I Am Not Going to Call Myself a Global Historian: An Interview with C. A. Bayly », *Itinerario*, 31 (1), 2007.

15. Cooper (F.), « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Un point de vue d'historien », *Critique internationale*, 10, 2001.

16. Subrahmanyam (S.), *Explorations in Connected History: From the Tagus to the Ganges*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 11.

17. Douki (C.), Minard (Ph.), « Histoire globale, histoires connectées... », art. cit., p. 21 ; Zuniga (J.-P.), « L'histoire impériale à l'heure de l'"histoire globale". Une perspective atlantique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (4bis), 2007, p. 55. Serge Gruzinski en doute néanmoins (Gruzinski (S.), « Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres "connected histories" », *Annales HSS*, 56 (1), 2001, p. 88).

18. Meyer (B.), Geschiere (P.), eds, *Globalization and Identity: Dialectics of Flow and Closure*, Oxford, Blackwell, 1999.

19. Bertrand (R.), *Les sciences sociales et le « moment colonial ». De la problématique de la domination coloniale à celle de l'hégémonie impériale*, Paris, CERI, 2006, multigr. (Questions de recherche n° 18).

réification de la « situation coloniale » à laquelle ont contribué le dépendantisme, le développementalisme ou, aujourd'hui, les *postcolonial studies*, au corps défendant de l'initiateur du concept, G. Balandier. L'enjeu est d'importance dès lors que la plupart des sociétés contemporaines ont été, peu ou prou, soit colonisées soit colonisatrices en une période particulière de la globalisation, entre le milieu du XIX^e siècle et celui du XX^e. Si l'on accepte que l'invariant est un « opérateur d'individualisation » (ID, p. 35), toute une série de concepts ou d'observations de P. Veyne sur l'Empire romain nous aident à renouveler notre analyse des empires coloniaux, pris à la fois dans leur rapport aux empires qui les précédaient, dans les combinatoires qu'ils formaient avec ceux-ci, et aussi comme empires ordinaires. Ainsi, du « pacte mutuel » sur lequel reposait le régime impérial romain : « l'empereur et l'oligarchie sénatoriale dirigeante appuyaient l'autorité des notables dans chaque cité ; en échange de cette autorité et grâce à elle, les notables devaient maintenir dans la discipline les hordes plébéiennes de leur cité, dans l'intérêt du régime impérial et dans le leur propre » (EGR, p. 239). Par analogie cette analyse facilite l'idée d'une « transaction hégémonique impériale » dans les situations coloniales sans que l'on puisse penser comparer celle-ci à la situation des provinces romaines. Elle éclaire également les espèces de réflexes « bonapartistes » par lesquels des notables ou des aristocraties d'Afrique ou d'Asie se sont donnés, ici ou là, au colonisateur pour contenir politiquement ou économiquement leurs dépendants. Par ailleurs P. Veyne, en étudiant la « consistance morale » de la plèbe moyenne, son ethos économique comme vecteur de sa constitution en classe sociale ou en ordre (*Stand*), dans une perspective au fond très proche de celle d'Edward P. Thompson à propos de la classe ouvrière anglaise, restitue le relief moral de l'Empire d'une catégorie sociale à l'autre, ou d'une province à l'autre (EGR, chapitre 3). La démonstration ne devrait pas être perdue pour l'histoire sociologique et comparée des empires coloniaux dont les fondements sociaux et moraux étaient eux aussi différenciés.

Pareillement la description de « l'identité grecque contre et avec Rome », qui lui permet de décrypter l'« âme multiple » des assujettis hellènes et de montrer comment leurs sentiments à l'égard de l'empire pouvaient varier d'une catégorie à l'autre et d'une époque à l'autre, infirme la thèse classique du passage de la soumission à l'acceptation et, par extension, suggère de mettre en doute les récits linéaires de la « collaboration » ou de la « résistance » dans les situations coloniales (EGR, chapitre 4). Ce qui ne nous autorise pas pour autant à assimiler les « transactions hégémoniques coloniales » ou les essais de citoyenneté ou de nationalité impériale en situation coloniale au « pacte mutuel » de l'Empire romain, à l'octroi de la citoyenneté romaine par lequel il était susceptible de se solder et à l'émergence d'une catégorie de magistrats et de fonctionnaires qui oubliaient leurs origines et « tenaient un langage purement impérial » (EGR, p. 166) : les logiques du capitalisme et de la racialisation des rapports sociaux étoufferont dans l'œuf ces développements, ne serait-ce que pour des raisons

fiscales dès lors que l'émergence du *Welfare State* et son extension aux indigènes s'avéraient être financièrement insupportables ; elles conduiront *in fine* à la décolonisation, processus inédit et impensable sous Rome parce qu'indissolublement lié à une autre émergence, celle de l'État-nation comme forme universelle de l'organisation politique et des relations internationales²⁰. Néanmoins, le « détour » par Rome (ou par les empires transocéaniques des XVI^e-XVIII^e siècles qui constituent l'objet de prédilection de l'histoire connectée) nous aide à « poser la question de la production pratique des échelles de "commensurabilité" entre systèmes européens et asiatiques – autrement dit de pointer tout ce que l'enracinement territorial d'une domination doit au travail de construction de grammaires partagées d'équivalences (monétaires, diplomatiques) entre acteurs²¹ » pendant la période mercantiliste, et celle des compromis, des alliances et des cooptations sur lesquels se sont édifiés la conquête et la domination coloniales aux XIX^e-XX^e siècles, puis le processus de décolonisation²².

Tout cela nous emmène fort loin du « portrait du colonisé » (Albert Memmi) et de sa supposée rémanence dans la postcolonialité. Il s'agit bien plutôt de saisir la « rareté » (*raritas*) des différents moments coloniaux, dans leur diachronie, à l'échelle de chaque situation, et aussi d'une situation à l'autre ou, au sein de chacune d'entre elles, d'une région ou d'une catégorie sociale à l'autre. En sociologie historique du politique, l'exercice comparatif n'a de sens que s'il prend acte de cette hétérogénéité et de cette contingence radicales et que s'il tient pour nul et non avvenu le mirage de la causalité, dans la lignée de la méthode wébérienne²³. Il ne peut consister en la déclinaison ontologique du même, sur le mode d'une essence, en l'occurrence celle de la « situation coloniale » et de ses prolongements ou de sa reproduction mécanique.

Quel peut être alors son objectif ? Partager, voire forger un vocabulaire, né de la confrontation des expériences de recherche, en excluant que ce dernier puisse identifier un dénominateur commun ou conduire à une explication causale. Mettre en regard non des entités, mais des pratiques, des processus et des moments historiques par définition contingents, ambivalents, fragmentaires et

20. Par exemple Cooper (F.), *Decolonization and African Society: The Labor Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; Metcalf (T. R.), *Imperial Connections: India in the Indian Ocean Arena, 1860-1920*, Berkeley, University of California Press, 2007 (et la recension de l'ouvrage in *Sociétés politiques comparées*, 1, 2008, www.fasopo.org).

21. Bertrand (R.), « Rencontres impériales... », art. cit., p. 76.

22. Cf. également Barkey (K.), « Trajectoires impériales : histoires connectées ou études comparées ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (4bis), 2007, p. 101-102, en attendant son *Empire of Difference*, à paraître chez Cambridge University Press.

23. Kalberg (S.), *La sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2002, en particulier p. 206-248.

incertains. Mutualiser des interrogations sans en attendre des réponses unilatérales. Les translater de l'analyse d'une société à celle d'une autre. Montrer que les continuités, dont la prise en considération est à la base du raisonnement de la sociologie historique du politique, sont par définition des discontinuités. Reprendre à nouveaux frais la question de l'« historicité propre » des sociétés, dont le rapport à l'Ailleurs et à l'Autre est un élément constitutif et qui est indissociable de leur extraversion fondamentale. Ne pas déduire de cette « historicité propre » des sociétés que les « trajectoires du politique » sont des parallèles destinées par définition à ne pas se rejoindre, et refuser de substituer à la vieille idée de l'incommensurabilité des « cultures » ou des « civilisations » le nouveau préjugé de l'incommensurabilité de ces trajectoires historiques. Rappeler en conséquence que la comparaison ne peut pas être à sens unique et que l'historicité des sociétés européennes gagne à être mesurée à l'aune des sociétés africaines ou asiatiques autant que l'inverse.

Pratiques institutionnelles, ou du bon usage des interstices

Vaille que vaille, c'est cette pratique du comparatisme à laquelle je me suis adonné, à l'interface de la science politique – l'ethnie à laquelle je suis censé appartenir – et des disciplines sœurs auxquelles la relie des relations à plaisanterie : l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, puis l'économie politique. Il est en revanche des rapports antagoniques que la sociologie historique du politique entretient avec des tribus voisines, même si, comme tous les Beti, je puis avoir des amis Bamiléké : à savoir l'étude des relations internationales et la géographie. À priori rien ne prédestinait ces différentes approches à s'installer dans la conflictualité. Aux yeux de la sociologie historique de l'État ou de la *Staatswissenschaft* – l'intitulé de la chaire qu'occupait Max Weber à Heidelberg – et la géographie et l'étude des relations internationales ont des objets honorables. Singulièrement cette dernière puisqu'elle aide à comprendre dans le monde contemporain et dans la durée historique les rapports des sociétés politiques à leur environnement qui sont constitutifs de leur formation, comme l'ont montré non seulement Max Weber mais aussi bien Karl Marx, Otto Hintze, Edmund Leach ou les grands historiens français. De même, la géographie historique sera d'un concours précieux pour l'intelligence du fait colonial, par exemple²⁴. Néanmoins, une pratique scientifique est indissociable d'un champ institutionnel. La contingence a voulu que, dans la France des années 1980 et 1990, la sociologie historique comparée du politique ait eu à se définir et à se

24. Cf. Blais (H.), « Les enquêtes des cartographes en Algérie, ou les ambiguïtés de l'usage des savoirs vernaculaires en situation coloniale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (4), 2007.

défendre contre les visées expansionnistes de ces deux tribus cousines. Le « nouvel ordre mondial » et la globalisation néo-libérale aidant, la novlangue de la « géopolitique » s'est répandue, accréditant l'idée que ce discours constituait une discipline à part entière bien que l'on n'en vît pas l'ombre des prémisses théoriques ou épistémologiques. Que l'on ne se méprenne pas sur mon propos. Je ne suis pas frileux au point de craindre la concurrence. Je ne nourris aucune animosité particulière à l'encontre de l'esperanto et de l'aimable lubie à laquelle se livrent ses locuteurs. Je suis même prêt à me résigner de bon cœur à couper France-Culture chaque matin, sitôt arrivée l'heure de la chronique d'Alexandre Adler, dès lors que je lui substitue un CD de musique baroque ou ottomane. Mais je ne puis accepter cette escroquerie selon laquelle l'enfilage de perles événementielles ou de considérations relatives à la « sécurité » tiennent désormais lieu d'explication en dehors de tout exposé de méthode et de clarification des concepts. Des mots-valises sont maintenant transportés d'un bout à l'autre du globe, et l'historicité des sociétés politiques est supposée se déduire de ce colportage. Partir du global pour traiter du local, à la faveur d'une « étude d'expertise » et donc d'un questionnement politiquement ou administrativement ou entrepreneurialement « formaté » et « correct », c'est se condamner à construire de faux-objets et à en rester captifs pour de longs mois, voire pour une carrière entière. Un itinéraire scientifique mal engagé est difficilement réversible. Or, pour des raisons universitaires et alimentaires évidentes, les doctorants, soumis à la double dictature des mandarins et des contrats, sont particulièrement vulnérables à ce danger. L'on ne compte plus ceux qui se sont ou ont été fourvoyés de la sorte, sans beaucoup d'espoirs de retrouver un chemin heuristique.

Ce que je reproche à la géographie et à l'étude des relations internationales, c'est de ne plus faire de géographie ou d'analyse du système international, mais de bavarder à tort et à travers d'« espace », de « société civile », de « gouvernance », de « terrorisme international », de « criminalité organisée », de « développement durable », d'« État failli » ou « faible », de « transparence », de « sécurité humaine », de « mémoire », et de polluer de la sorte l'effort intellectuel de compréhension des sociétés politiques concrètes, de leur histoire « comparée » et « connectée », d'élaboration et de discussion des problématiques que l'on en tire. En revanche l'on apprécierait que des géographes, par exemple, nous expliquent la complexité des courants dans le Bosphore, qui constitue à elle seule un sujet politique : elle rend délicate la navigation des bateaux dans le détroit, et plausible un accident majeur de tanker qui pourrait rayer de la carte en quelques minutes la plus grosse ville industrielle du Bassin méditerranéen, bouleverser la donne internationale dans la région, donner un rude coup à l'économie mondiale et à son système financier. L'on aimerait aussi que les spécialistes des relations internationales alimentent notre connaissance de cette vieille question des Détroits, dont on devine qu'elle s'actualise au gré du retour de la Russie dans la région et de la transformation de la Turquie en pays candidat

à l'adhésion à l'Union européenne, en puissance industrielle et en hub pétrolier et gazier aux portes de l'Asie centrale, de l'Iran et de ce qui reste de l'Irak.

Ces trente dernières années, la « géopolitique » a représenté une formidable régression scientifique alors même qu'un public croissant s'intéressait aux affaires du monde. Les chercheurs en sociologie politique ont leur part de responsabilité dans cet effet de ciseaux, à commencer par celle d'aller un peu trop facilement à la soupe. Et l'on ne rendra jamais suffisamment hommage aux trop rares éditeurs, chaînes de radio ou journaux qui préfèrent l'ennui qu'ils distillent au talent facile des bonimenteurs de l'international : il leur faut un certain courage ! Il n'en reste pas moins que les réformes néo-libérales de l'Université, en France comme dans le reste des pays industrialisés ou émergents, menacent de sceller la déroute du savoir de long cours en contractualisant, c'est-à-dire en marchandisant, sa production et en acceptant que les médias deviennent parties prenantes de l'évaluation et de la légitimation des chercheurs. Les échecs dramatiques de la politique américaine en Irak, en Afghanistan, au Pakistan suggèrent que le coût de cet évidemment n'est pas seulement cognitif : ils ont été précédés de l'éviction des spécialistes du Moyen-Orient de la sphère de la décision politique et de leur marginalisation au sein du champ universitaire ; ils ont été portés par des idéologues ou des praticiens des relations internationales proches de l'école néoconservatrice qui ont profité de la victoire électorale de George W. Bush pour asseoir leur hégémonie le temps d'un désastre. Que ces derniers aient trouvé leurs relais, ô combien virulents, en France à la faveur de la question irakienne dès la fin de l'administration Clinton et désormais, toute honte bue, dans le contexte du contentieux nucléaire iranien ne laisse pas d'inquiéter sur la capacité de nos systèmes universitaire et politique à résister à ce type de dérive²⁵.

Nonobstant cette montée en puissance de la vulgate de plus en plus normative de la géopolitique et de l'étude des relations internationales, la sociologie historique comparée du politique a enregistré des progrès considérables en France depuis les années 1980. Avant d'en préciser certaines des lignes de force, il importe de mettre en évidence les pratiques professionnelles et institutionnelles sur lesquelles a reposé cette expansion. Tout d'abord, la pratique du terrain qui, de plus en plus, s'est accompagnée de celle des langues vernaculaires des sociétés analysées, en dépit de la crise de l'INALCO et de la disparition ou du départ à la retraite d'une génération de polyglottes virtuoses dont Maxime Rodinson aura longtemps été le symbole jubilatoire. Certes, les politistes se font railler par leurs pairs anthropologues et historiens, respectivement pour la brièveté de

25. Cf. par exemple la publication, dans l'une des collections d'une UMR CNRS-SciencesPo., du pamphlet de Delpech (T.), *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Paris, Éditions Autrement, 2006 (collection CERI/Autrement).

leurs enquêtes et leur rapport hédoniste aux archives. Il n'empêche que la plupart des thèses et des vrais ouvrages de sociologie politique s'appuient sur une documentation primaire, sur des entretiens de première main et sur la fréquentation intensive et répétée d'une société donnée. Rappelons incidemment que des obligations d'enseignement trop lourdes, dans une Université en perdition et incapable d'offrir à ses professeurs et maîtres de conférence de vraies périodes sabbatiques, interdisent de facto les missions de recherche à l'étranger. Ce sont bel et bien le CNRS et la Fondation nationale des sciences politiques, avec leurs corps de chercheurs à temps plein, qui ont permis l'épanouissement de la sociologie politique comparative en France.

Ensuite, les chercheurs se réclamant de cette approche ont su travailler sur des plans inter- ou transinstitutionnels à l'échelle de l'Hexagone et dans la dimension internationale. Le lancement de revues comme *Politique africaine* et *Politix* a été une manifestation éloquente de leur capacité à transcender dans la pratique les clivages d'un paysage institutionnel réputé, non sans raison, cloisonné et enclavé. Bien loin d'être contradictoire avec cette mise en réseau, comme l'on dit maintenant, le laboratoire en a été la cheville ouvrière. « Être plusieurs pour « le » comparatiste constructif, cela exige un microgroupe d'ethnologues et d'historiens familiers, voire complices, prêts à penser ensemble tout haut. Un lieu pour se retrouver régulièrement est plus important qu'une bonne enveloppe de recherche. C'est là, dans cet espace commun, que le comparatiste peut acquérir la compétence d'une microcommunauté historico-anthropologique », écrit M. Detienne²⁶. L'histoire du CERI, et de bien d'autres équipes, est une illustration de l'émergence d'une telle socialité (*Bund*) comparatiste. Et, contrairement à ce qu'il est de bon ton de dire aujourd'hui, le coût bureaucratique de cette forme d'organisation scientifique et de commerce pluridisciplinaire est somme toute limité, au regard de celui que comporte la recherche contractualisée, avec ses nouvelles méthodes de gestion, de *fund raising* et d'évaluation littéralement chronophages pour les emplois du temps des chercheurs eux-mêmes. Le paradoxe de la réforme néolibérale de l'Université est bien de se solder par une formidable perte de productivité et d'imagination scientifiques et par une intériorisation à l'échelle individuelle de la pesanteur bureaucratique sous couvert d'un hymne à l'efficacité et à la débureaucratiation.

In fine le résultat de l'autonomie institutionnelle de la recherche par rapport à l'obligation d'enseignement et aux impératifs de programmes contractuels – autonomie institutionnelle qui depuis longtemps n'empêche plus la majorité des chercheurs d'enseigner et de contracter, n'en déplaie à leurs détracteurs patentés – aura été, d'une part, une vraie présence de la sociologie politique française dans la communauté scientifique internationale, et, de l'autre, son

26. Detienne (M.), *Comparer l'incomparable*, op. cit., p. 43.

indépendance conceptuelle et problématique, celle-ci assurant celle-là en même temps que la limitant compte tenu de son originalité et de son inadéquation relative aux modes de la « gouvernance » universitaire globale.

Répetons-le, il serait emphatique de parler d'une école française du comparatisme. Mais il est un style et une démarche assez identifiables que l'on retrouve dans les thématiques développées et les références théoriques convoquées, dans une certaine propension au cynisme heuristique, dans les collaborations inter- et transinstitutionnelles mais aussi interindividuelles nouées dans la durée et – point important – dans la dimension intergénérationnelle. Concrètement cette approche a pris la forme d'un compagnonnage scientifique. Un double acquis de ce parcours mérite d'être relevé : l'hybridation disciplinaire et idéologique ou théorique. D'une part, la sociologie politique comparative procède par osmose avec les disciplines voisines et sort du carcan de la science politique définie de manière restrictive, même si elle a parfois été contaminée de manière anecdotique par la peste du « choix rationnel ». En cela elle rejoint une évolution générale dans les sciences sociales, notamment en histoire « comparée », « quotidienne » ou « globale », mais aussi en anthropologie²⁷. De l'autre, elle combine sans états d'âme les héritages marxiste et wébérien, trop longtemps considérés comme antinomiques, et simultanément recourt volontiers aux conceptualisations de M. Foucault, de G. Deleuze, de P. Bourdieu et de Norbert Elias.

Comparer pour singulariser, singulariser pour universaliser

S'il nous fallait résumer d'une formule cette approche, nous pourrions dire qu'elle consiste à s'inscrire dans le courant de ce que l'on appelle communément les « aires culturelles » (*area studies*), avec ce que cela comporte de rapport au terrain, de recours aux sources primaires, de prise en considération de l'historicité propre des sociétés, et de relativisation des approches globalisantes ou des métathéories. Mais aussi et surtout dans une conception des « aires culturelles » qui récuse leur réification culturaliste et ahistorique, *i. e.* l'idée de leur « incommensurabilité ». Il s'agit bien de « comparer l'incomparable²⁸ ».

27. Par exemple, Veyne (P.), *Comment on écrit l'histoire...*, *op. cit.*, p. 192 ; « Histoire globale, histoires connectées... », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (4bis), 2007, *passim* ; Medick (H.), « “Missionaries in the Row Boat”? Ethnological Ways of Knowing as a Challenge to Social History », *Comparative Studies in Society and History*, 29 (1), 1987, p. 79 ; Detienne (M.), *Comparer l'incomparable*, *op. cit.* ; Geertz (C.), *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973, chapitre 12 ; Bensa (A.), *La fin de l'exotisme. Essais d'anthropologie critique*, Toulouse, Anacharsis, 2006 et *Histoire d'une chefferie kanak (1740-1878). Le pays de Koohné (Nouvelle-Calédonie)*, récits païci traduits et présentés par Alban Bensa et Atéa Antoine Goromido, Paris, Karthala, 2005.

28. Detienne (M.), *Comparer l'incomparable*, *op. cit.*

Une autre des particularités de cette conception du comparatisme est d'accepter sereinement la nécessité de décentrer les analyses par rapport à l'éminence idéologiquement construite des expériences historiques occidentales, sans pour autant se laisser emporter par les excès de la « provincialisation de l'Europe²⁹ ».

Il me semble que ce cheminement a contribué à une recomposition de l'objet même du politique et à un renouvellement des problématiques relativement congruents, bien que le vocabulaire, voire la grammaire des interprétations puissent légitimement varier d'un auteur à l'autre. Sur le premier point, l'on s'accorde maintenant volontiers à admettre que le politique est une chose décidément trop sérieuse pour être abandonné à la science politique, ou délaissé par l'anthropologie et l'économie. C'est ici que prospère l'hybridation disciplinaire à laquelle je faisais allusion, que les sciences du politique cessent de bavarder et se nourrissent des sciences sociales, que l'économie politique et l'anthropologie politique se ressourcent. Grâce à ces échanges et à ces effets de métissage ou d'osmose des disciplines, l'acceptation de ce qui est ou non politique a été mise en débat, s'est enrichie et complexifiée, a influé sur la sociologie des mobilisations et la compréhension des grandes catégories telles que le nationalisme ou la religion. Précisons d'ailleurs que cette recomposition de l'objet du politique ne s'est pas soldée par une définition impérialiste de celui-ci à l'initiative des politistes, sur le mode gauchiste et infantile du « tout est politique ». Certes, des pratiques sociales et culturelles ont pu être reconnues comme politiques à la faveur de ce mouvement, alors qu'elles ne l'étaient point auparavant. Mais, inversement, des phénomènes communément appréhendés comme politiques, en particulier à l'aune de l'historiographie nationaliste, se sont vus remis à leur juste place sur ce plan : par exemple, l'étude des luttes de libération nationale en Afrique, en Asie, mais aussi dans l'Empire ottoman et dans les Balkans a été amplement renouvelée au fil de ces reconsidérations et s'est éloignée de ses péchés mignons, le finalisme, l'anachronisme, la conception héroïque et stratégique de l'histoire, le style de l'épopée.

Ainsi comprise, la sociologie historique comparée du politique, deleuzienne parfois sans le savoir, fait dire au concept « l'événement, et non plus l'essence³⁰ ». Elle en finit avec les typologies et les comparaisons d'entités, par exemple de régimes ou de partis, à laquelle n'échappait pas toujours l'approche morphologique de l'histoire comparée³¹. Elle s'interroge sur des processus, des situations, des moments, des acteurs ou des groupes : la formation de l'État ou de la classe, la situation coloniale ou thermidorienne, les différents moments qui constituent l'historicité de chacune de celles-ci, le vécu politique d'un

29. Chakrabarty (D.), *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

30. Deleuze (G.), *Pourparlers. 1972-1990*, Paris, Éditions de Minuit, 1990, p. 39-40.

31. Chartier (R.), « La conscience de la globalité », *Annales HSS*, 56 (1), 2001, p. 121-122.

« groupe concret » dans une « situation de génération » donnée, les groupes « porteurs » d'un ethos, d'un savoir ou d'une pratique qui en assurent la reproduction d'une situation ou d'un moment historiques à l'autre³². En cela elle se montre résolument postthégélienne et postmarxienne en saisissant par le biais du politique l'Être-dans-le-monde comme une production³³. Et, ce faisant, elle se déprend de la normativité des questionnements qui trop souvent entache la science politique ou l'économie. Il convient ainsi de s'interroger sur la « formation³⁴ » de l'État, ou d'une classe sociale, sans immédiatement qualifier celui-là de « failli » ni de le voir sur le « déclin » ou en « crise », conformément à la logorrhée qui a cours dans la théorie des relations internationales ou à un vieux penchant de l'étude des empires³⁵ ; sans non plus appréhender automatiquement les groupes sociaux à l'aune des canons de la « lutte des classes » telle qu'un certain marxisme en a imaginé le script et les acteurs. L'objet même de l'État ne peut être tenu pour naturel. Il ne vaut que par les pratiques qui l'instituent et qui, bien sûr, débordent le seul périmètre des institutions et des idées politiques. « Notre tort est de croire à l'État ou aux États, au lieu d'étudier les pratiques qui projettent des objectivations que nous prenons pour l'État ou pour des variétés de l'État », écrit P. Veyne³⁶ (FRH, p. 220).

Nous retrouvons là notre vieil ennemi, l'histoire (et la science politique ou l'anthropologie) nationales qui anthropomorphisent l'État-nation et en narrent la biographie dramatique dans ses « frontières naturelles », un peu à la Jacques Bainville au sujet de la France. Le débat actuel sur les « frontières de l'Europe »

32. Sur les « groupes concrets » dans une « situation de génération », cf. Mannheim (K.), *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990. Cf. également Bayart (J.-F.), *Le concept de situation thermidorienne : régimes néo-révolutionnaires et libéralisation économique*, Paris, CERI, 2006, multigr. (Questions de recherche n° 24) (<http://www.ceri-sciencespo.com/publica/question/qdr24.pdf>), et Tizziani (A.), *Les échos d'un peuple. L'évolution intergénérationnelle des formes de politisation péroniste en Argentine à la fin du XX^e siècle*, thèse pour le doctorat de sociologie, Paris, Université Paris I, 2007 (http://www.fasopo.org/reasopo/jr/These_sociologie_tizziani.pdf).

33. Henry (M.), *Marx, t. I : Une philosophie de la réalité*, Paris, Gallimard, 1976, p. 109.

34. Je rappelle cette distinction entre « formation » – en tant que processus historique, conflictuel, involontaire et largement inconscient, conduit dans le désordre des affrontements, des compromis et de l'imaginaire par la masse des anonymes – et « construction » de l'État – en tant que création délibérée d'un appareil de pouvoir –, que Bruce Berman et John Lonsdale ont introduite et que plusieurs auteurs français relevant de la sociologie historique comparée du politique ont reprise à leur compte, en contrepoint des problématiques du « politique par le bas » et de l'« énonciation du politique ». Cf. par exemple Chevrier (Y.), « L'empire distendu : esquisse du politique en Chine des Qing à Deng Xiaoping » in Bayart (J.-F.), dir., *La greffe de l'État*, Paris, Karthala, 1996 ; Hibou (B.), *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Paris, Karthala, 1996 et, sous sa direction, *La privatisation des États*, Paris, Karthala, 1999 ; Mengin (F.), *Trajectoires chinoises. Taiwan, Hong Kong et Pékin*, Paris, Karthala, 1998 ; Bertrand (R.), *État colonial, noblesse et nationalisme à Java. La Tradition parfaite*, Paris, Karthala, 2005 ; Rocca (J.-L.), *La Condition chinoise. La mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)*, Paris, Karthala, 2006.

35. À propos de l'Empire ottoman, toujours perçu sur le mode de l'inaboutissement ou d'un déclin précocé et pluriséculaire, cf. par exemple les remarques de Barkey (K.), « Trajectoires impériales... », art. cit., p. 93.

36. Cf. aussi Medick (H.), « “Missionaries in the row boat”... », art. cit., p. 78 et 97.

montre au demeurant que la construction de l'Union européenne n'est pas forcément le dépassement du narratif national ! Mais il faut aussitôt ajouter que « sauver l'histoire de la nation », en Afrique ou en Asie, revient aussi à la sauver du colonialisme, de la race, de la traite, du « retour » et des « racines » dans les catégories desquels les sciences coloniales et les *postcolonial studies* l'ont tout à tour embastillée. Le paradoxe de cet enchaînement n'est qu'apparent puisque, nous le savons, le nationalisme et l'indigénisme sont les surgeons de la recherche hégémonique coloniale ou en tout cas du mode de gouvernement impérial³⁷.

Sitôt que nous admettons la nécessité de cette déconstruction du faux objet naturel de l'État et de ses effets théoriques ou idéologiques collatéraux, nous pouvons réfléchir sur des combinatoires inégalitaires de pratiques, de répertoires culturels et de rapports sociaux du politique dont l'« étaticité » (*Staatlichkeit*) est une concrétion parmi d'autres : les empires, les « espaces galactiques » ou les « chaînes » de sociétés lignagères dont parlent les anthropologues, les champs historiques transocéaniques que l'on qualifiera aujourd'hui de « transnationaux » au prix d'un anachronisme au fond peut-être plus dangereux qu'utile, les processus interétatiques d'intégration régionale sont d'autres agencements qui intéressent la sociologie historique comparée du politique et qui ne relèvent pas du narratif national, même lorsqu'ils ont été englobés – plutôt qu'absorbés – par celui-ci. J'ai pour ma part proposé de reprendre le concept foucauldien de gouvernementalité (et la définition relationnelle du pouvoir comme étant « une action sur des actions », qui le sous-tend) pour désigner « une configuration ou une séquence historique donnée – par exemple, la cité évergétique étudiée par P. Veyne ou l'Europe libérale traitée par Karl Polanyi – dont on entend analyser le “gouvernement” comme mode de structuration du champ d'action des individus ou des groupes³⁸ » : c'est de la sorte que j'ai parlé de « politique du ventre » au sujet de l'État en Afrique, aux antipodes, *horresco referens*, de toute interprétation culturaliste de celle-ci.

Chacun, en l'occurrence, est libre de son vocabulaire théorique – libre, mais surveillé ! En bon exercice comparatif, l'essentiel est ailleurs : dans la « généralisation » (Giovanni Levi) d'un certain nombre de questions pour l'exploration desquelles les années passées nous ont permis de progresser, mais qui demeurent largement ouvertes. La première d'entre elles a trait à l'extraversion organique de toutes les sociétés politiques. Ces dernières se constituent dans leur rapport à l'Autre et à l'Ailleurs, nous l'avons déjà dit dans le sillage des

37. Partha Chatterjee estime que les idéologies nationalistes ne sont que des « discours dérivatifs » procédant de l'imaginaire orientaliste et colonial (Chatterjee (P.), *Nationalist Thought and the Colonial World: A Derivative Discourse?*, London, Zed Press, 1986). Cf. également Lomnitz (C.), *Deep Mexico, Silent Mexico: An Anthropology of Nationalism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2001, p. 14 et s., sur le rapport du nationalisme latino-américain à la Monarchie Catholique, et pour sa discussion de Benedict Anderson.

38. Bayart (J.-F.), « Foucault au Congo », in Granjon (M.-C.), dir., *Penser avec Michel Foucault. Théorie critique et pratiques politiques*, Paris, Karthala, 2005, p. 186-187.

pères fondateurs des sciences sociales. Il est même des peuples « véhiculaires » ou « transitifs » dont l'ethnogenèse se confond avec leur fonction d'intermédiation marchande, contrebandière, prédatrice ou migratoire et qui n'existent que dans cette dimension de la « frontière » (*frontier*), à l'instar des Baloutches et des Kurdes³⁹. Igor Kopytoff a démontré que tel était le cas aussi de la plupart des sociétés africaines anciennes⁴⁰. Et c'est bien dans la continuité de cette extraversion historique, à la fois endogène au sous-continent et articulée à son ouverture pluriséculaire aux économies-mondes que doit se lire leur extraversion contemporaine, en tant qu'expérience historique intime plutôt que comme expérience historique d'aliénation et de dépendance univoque⁴¹. Mais la *Staatlichkeit* absolutiste ne déroge pas à la règle, ainsi que l'a rappelé Jean-Frédéric Schaub à propos des « racines hispaniques » de la monarchie française⁴². Du XVI^e au XVIII^e siècle des mouvements culturels transeuropéens et transocéaniques ont alimenté la centralisation de l'État : la Contre-réforme, le Baroque, les échanges ultramarins de tous ordres. Il en sera également ainsi aux XIX^e et XX^e siècles de la « création des identités nationales », fût-ce sur un mode néo-jacobin⁴³. Peut-être faudrait-il aujourd'hui accorder plus d'attention à d'autres formes d'extraversion politique en reprenant l'étude des compagnies à charte de l'âge mercantiliste, des systèmes financiers mondes tant européens qu'asiatiques ou arabes, des systèmes monétaires, des systèmes bancaires, des empires et de tous les plans – migratoires ou autres – de la liminalité et des circulations interstitielles que nous pouvons observer dans le contexte de la globalisation néo-libérale.

Une autre grande percée de ces dernières années aura été la prise en considération de l'historicité des formes de l'expérience à laquelle nous ont conduit, c'est selon, Ludwig Wittgenstein, Paul Ricoeur, M. Foucault, P. Bourdieu, G. Deleuze, M. de Certeau, A. Gramsci, M. Weber ou, du côté des historiens, un E. P. Thompson, grand inspirateur de l'*Alltagsgeschichte*, ou un P. Veyne et un Peter Brown, complices de M. Foucault. L'on aura de la sorte travaillé sur la subjectivation, l'habitus, l'hégémonie, les conduites de vie. Derechef deux pistes méritent d'être élargies. D'une part, ce que l'on nomme de la sorte implique la dimension de la culture matérielle, et donc celle des techniques du corps et de ses mouvements⁴⁴. Si les historiens et les anthropologues ont beaucoup réfléchi

39. Bayart (J.-F.), *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004, p. 158-160.

40. Kopytoff (I.), ed, *The African Frontier: The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington, Indiana University Press, 1987.

41. Bayart (J.-F.), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006 (nouvelle édition augmentée), et « Africa in the World: A History of Extraversion », *African Affairs*, 99 (395), 2000.

42. Schaub (J.-F.), *La France espagnole. Les racines hispaniques de l'absolutisme français*, Paris, Éditions du Seuil, 2003.

43. Thiesse (A.-M.), *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1999.

44. Cf. la notion de « praxéologie motrice » chez Warnier (J.-P.), *Construire la culture matérielle. L'homme qui pensait avec ses doigts*, Paris, Presses universitaires de France, 1999.

sur ces thèmes en sachant souvent éviter les pièges du culturalisme – à l’instar d’un Sidney W. Mintz à propos de l’histoire du sucre à l’époque moderne – la sociologie historique comparée du politique ou de l’État est restée assez timorée en la matière, si je puis dire, alors même que l’on ne peut penser l’obéissance, l’inégalité, la participation ou la mobilisation, la guerre, les institutions sociales, les idéologies politiques en dehors du corps et de la marchandise. Nous retrouvons là le « vécu social muet », l’« épaisseur obscure de la socialisation » chère à P. Veyne (QMDC, p. 228-236). Surgit alors un impératif : le « décentrement » qui s’impose à l’histoire des sociétés par rapport à l’aune occidentale ne doit pas négliger l’analyse des pratiques matérielles et corporelles. La formation de l’État, la combinatoire inégalitaire de la « politique du ventre » dans telle chefferie des *Grassfields* de l’ouest du Cameroun passeront par exemple par la danse, les mascarades, les larmes, les masques autant que par les catégories-valises du « nationalisme » ou du « développement »⁴⁵.

D’autre part, il nous faut dépasser la contradiction apparente entre le constat qui consiste à insister sur l’illusion de la sphère idéale, à l’image d’un P. Veyne au sujet du christianisme ou du paganisme dans l’Empire romain, et l’autre constat de son importance, sous la plume d’un C. Bayly à propos du libéralisme dans le *Raj* britannique. Contradiction apparente, en effet, car l’on peut refuser aux idéologies le statut de principe de causalité tout en leur reconnaissant celui de répertoire imaginaire constituant de l’action, de la culture matérielle et des techniques du corps politiques. Être libéral ou nationaliste dans le *Raj* britannique non seulement ne peut se comprendre que dans les termes de l’historicité propre du sous-continent, saisi dans sa longue durée, mais encore s’incarne dans des façons de s’habiller, de se coiffer, de se raser, de s’alimenter, de se divertir qui donnent chair aux idées⁴⁶.

Enfin, il faut expliciter l’affirmation selon laquelle, en bonne sociologie historique du politique, les continuités, dont l’appréhension est à la base de son raisonnement, sont nécessairement des discontinuités. La continuité procède d’abord de l’enchaînement, de la concaténation d’une situation et d’un moment à l’autre : par exemple de l’Antiquité tardive au féodalisme, ou de celui-ci au capitalisme, pour citer la fresque célèbre de Perry Anderson, ou encore de l’économie politique de l’État colonial au Kenya à sa « seconde occupation », au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, et à l’émergence d’une médiation nationale entre les forces sociales indigènes et le capitalisme

45. Argenti (N.), *The Intestines of the State. Youth, Violence, and Belated Histories in the Cameroon Grassfields*, Chicago, University of Chicago Press, 2007 et « La danse aux frontières. Les mascarades interdites des femmes et des jeunes à Oku », in Bayart (J.-F.), Warnier (J.-P.), dir., *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004. Cf. aussi Warnier (J.-P.), *The Pot-King. The Body and Technologies of Power*, Leiden, Brill, 2008.

46. Cf. par exemple Tarlo (E.), *Clothing Matters: Dress and Identity in India*, London, Hurst, 1996.

mondial, pour se référer à l'interprétation de Bruce Berman⁴⁷. Mais, de ce fait même, la continuité introduit ou recouvre de la discontinuité puisque la concaténation procède des transformations de l'économie, en même temps qu'elle les amplifie. En outre, les groupes sociaux qui traversent ces différents moments sont porteurs de conduites de vie, de connaissances et de savoir-faire, et ils tissent d'autres lignes de continuité en matière de pratiques et d'idées politiques, à ceci près que le contexte de ces répertoires d'action change. Enfin, le rapport que les acteurs entretiennent avec le legs du passé est tributaire de cette condition changeante du présent. Continuité et discontinuité ne sont donc pas deux termes antithétiques, mais bel et bien deux faces d'un même processus historique. Celui-ci, au demeurant, n'implique pas nécessairement qu'il soit adéquat à l'intentionnalité des acteurs qui en sont les protagonistes, si tant est que celle-ci doive être prise pour une vraie question : le passage de l'État colonial à l'État postcolonial, s'il relève bien d'une continuité dynamique du point de vue de l'économie politique et constitue politiquement une transaction hégémonique impériale entre une fraction de la classe politique métropolitaine et une partie des nationalistes, n'a été pensé sur un mode stratégique par aucun des acteurs qui l'ont accompli et a été la résultante de luttes confuses autant que de politiques publiques conscientes ou de mobilisations cohérentes⁴⁸. Autrement dit, « legs » et « conditions antécédentes », dans le vocabulaire de M. Weber, n'établissent pas de causalité. L'on ne peut qu'identifier des « relations génétiques concrètes qui revêtent inévitablement un caractère individuel propre⁴⁹ » et qui sont productrices de changements.

La greffe de la démocratie : les paradoxes de la longue durée

En allant dans ces directions, la question « bateau » de l'universalisation de la démocratie peut, par exemple, être problématisée autrement que dans les termes des faux-débats contemporains contractualisés sur la viabilité de son « importation », de son « exportation », de son « imposition » ou même de ses « origines ».

Tout d'abord, il est acquis que son universalisation éventuelle équivaudrait à la réinvention de sa différence, comme il en a été au sein même du monde occidental. Elle doit bien être pensée comme une « actualisation » qui « ne rompt pas moins avec la ressemblance comme processus qu'avec l'identité comme

47. Berman (B.), *Control and Crisis in Colonial Kenya: The Dialectic of Domination*, London, James Currey, 1990.

48. *Ibid.*

49. Weber (M.), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1985 [1^{re} éd. 1964], p. 44. Cf. aussi Kalberg (S.), *La sociologie historique comparative de Max Weber*, *op. cit.*, en particulier p. 206-248.

principe », qui est toujours « une véritable création » et qui « ne se fait pas par imitation d'une possibilité préexistante⁵⁰ ».

Ensuite, le moment néo-libéral de la « démocratie de marché » s'encadre dans des durées locales beaucoup plus longues. Se pose alors le problème des continuités entre les modes d'historicité de longue ou de moyenne durée, et plus précisément les répertoires imaginaires de la liberté, de la justice, de la souveraineté, de la légitimité, de la représentation que ces derniers instituent, et les formes occidentales contemporaines de la démocratie – continuités hypothétiques qui conduisent aussitôt au constat d'une discontinuité radicale, celle qu'introduit la création du politique. Comme l'aurait dit le Sapeur Camembert, la globalisation englobe. Elle surfe sur des réseaux et des pratiques marchands, des « modes de production », des représentations culturelles, des institutions sociales, des groupes et des statuts qui lui préexistaient et dont il est encore prématuré de dire si elle se les subordonne – vieux postulat de l'anthropologie marxiste française – ou si elle est paramétrée par eux. En tout cas elle n'éradique pas l'historicité des sociétés qu'elle enveloppe.

Dès lors la problématique de la démocratie incorpore des rapports sociaux locaux et leurs « conduites de vie » (M. Weber) ou leurs « styles » (Peter Brown). Non que ceux-ci constituent des invariants, des « traditions » intangibles qui confèreraient à ces sociétés leur « authenticité » et traceraient la ligne de démarcation entre l'autochtonie culturelle et l'extraversion politique, comme le suggérait Clifford Geertz en quelques pages trop normandes pour être entièrement convaincantes, quand il nous invitait à distinguer « les voix mêlées », celles « les plus reconnaissables du présent » et « celles, plus étranges mais non moins insistantes, du passé⁵¹ ». Car ces rapports sociaux, ces styles n'ont cessé de se recomposer en réponse aux transformations de l'environnement extérieur, certes, mais peut-être dans une proportion moins grande que ne le prétendait le présupposé dépendantiste, et autant en fonction de dynamiques historiques endogènes plus ou moins étrangères ou indifférentes aux interférences extérieures⁵². En effet, cher Sapeur, la globalisation, dans ses différents moments, colonial, développementaliste, néo-libéral, englobe bien, mais pas forcément tout ! Les sociétés ont gardé leur part d'irréductibilité, leurs petits villages gaulois, étant entendu que ceux-ci ne sont pas forcément territorialisés au fin fond des forêts ou dans les montagnes : Astérix peut aussi bien résider en ville, voire être fonctionnaire de l'Empire. La démocratie se trouve de la sorte confrontée à la vie propre de répertoires politiques et moraux de long cours qui ne se déterminent pas nécessairement par rapport à elle et qui néanmoins

50. Deleuze (G.), *Différence et répétition*, Paris, Presses universitaires de France, 1997 [1^{re} éd. 1968], p. 273-274.

51. Geertz (C.), *The Interpretation of Cultures*, *op. cit.*, p. 340-341.

52. Par exemple Bertrand (R.), *État colonial...*, *op. cit.*

l'imprègnent ou l'inspirent, tout comme la *parrhêsia* a poursuivi sa carrière philosophique bien après que l'Empire romain eut adopté le christianisme, puis se fut effondré.

Ainsi, en Afrique occidentale, les idées et les sentiments de dignité ou d'honneur ont traversé les siècles et connu de multiples avatars⁵³. Ils sont au cœur du compromis sur lequel s'est édifié l'État colonial, puis postcolonial : *grosso modo*, les esclaves se sont émancipés économiquement et politiquement, mais non socialement, et sous le couvert de la collaboration avec le colonisateur, puis du mouvement nationaliste, ils ont troqué la reconnaissance de leur dignité – celle d'une lutte politique et sociale de libération de leur condition – contre celle de leur respectabilité petite-bourgeoise, l'honorabilité du paysan partie prenante de l'« animation rurale » et du « développement », du salarié, du fonctionnaire, de l'homme politique coopté ou encore du *talebe* musulman soumis à l'autorité de son marabout⁵⁴. Autrement dit, aux exceptions guinéenne et dans une moindre mesure malienne près, la mémoire historique de l'esclavage, socialement omniprésente, a été politiquement refoulée, ou transférée dans le registre de la seule dénonciation nationaliste et unanimiste de l'Occident qui permet d'actualiser l'économie politique et morale de l'extraversion et de relégitimer la rente de la dépendance. Or, il est possible qu'aujourd'hui le multipartisme, et la réverbération au sud du Sahara des débats et du militantisme en France et en Amérique du Nord, conduisent à une politisation inédite de la question servile, ainsi que l'on peut déjà l'observer en Mauritanie ou, dans une moindre mesure, au Niger. Peut-être demain la problématique de la démocratie se chargera-t-elle d'un nouveau contenu, socialement et moralement explosif du fait de l'intimité dans laquelle vivent ses protagonistes : l'interpellation par les anciens captifs des descendants des familles esclavagistes qui commerçaient de pair avec les négociants européens, dans la sinistre *joint-venture* de la traite.

Dès lors le problème n'est vraiment plus d'identifier des recettes de la démocratie pour définir une ingénierie de la « transition » ou de la « démocratisation », puisque celle-là n'a ni causes ni origines⁵⁵. Tout au plus peut-on en narrer l'intrigue, ici et là, en bannissant tout récit linéaire et téléologique. Son vrai ressort dramatique est celui du paradoxe et du rapport de pratiques, d'institutions, d'idéologies non démocratiques à sa formation. Il est aussi cette tension créatrice, cette relation « dialogique » (Mikhaïl Bakhtine) entre l'imitation, l'appropriation et l'innovation, d'une part, et, de l'autre, le legs historique. Il participe

53. Iliffe (J.), *Honour in African History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

54. Bayart (J.-F.), « Les chemins de traverse de l'hégémonie coloniale en Afrique de l'Ouest francophone : anciens esclaves, anciens combattants, nouveaux musulmans », *Politique africaine*, 105, 2007.

55. Pour une critique de cette approche, cf. notamment Dobry (M.), « Les voies incertaines de la transito-logie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, 50 (4-5), 2000.

bien de ce principe d'« actualisation » et de sa contingence historique. Comment, dans ces conditions, analyser de manière comparative les trajectoires contemporaines de la démocratie ? En tenant compte de l'« interaction mutuelle généralisée » que représente la globalisation et dans laquelle elles s'inscrivent. En dégagant les multiples imbrications de durées hétérogènes qui constituent leur historicité propre, et dont les « régimes d'historicité » chers à Marshall Sahlins, François Hartog, Gérard Lenclud et M. Detienne, *i. e.* les « manières d'être au temps », ne sont qu'une manifestation parmi d'autres⁵⁶. En cernant les parts respectives de la singularité de l'énonciation locale du politique et de son ancrage dans l'universalité du répertoire démocratique. En repérant les manières dont ces expériences historiques singulières de la démocratie irriguent et enrichissent son universalité par apports successifs. Enfin en n'omettant pas que la démocratie n'est peut-être qu'un moment contingent – en voie d'extinction nous dit G. Hermet⁵⁷ – de l'histoire des sociétés et qu'elle n'est pas l'aune, la normativité du politique, tant s'en faut. Mais c'est précisément sa « rareté » (*raritas*) qui rend féconde son analyse comparative, pourvu que l'on ait de celle-ci une conception polyphonique et que l'on renonce à l'illusion impériale, mais provinciale, selon laquelle les Occidentaux seraient en la matière le « peuple valeur » définitif.

Jean-François BAYART est directeur de recherche au CNRS (SciencesPo/CERI). Ses principaux travaux ont porté sur la sociologie historique comparée du politique.

bayart@ceri-sciences-po.org

Il est notamment l'auteur de *L'État en Afrique. La politique du ventre* (Fayard, 2006, nouvelle édition augmentée), *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la mondialisation* (Fayard, 2004) et *L'illusion identitaire* (Fayard, 1996). Il a également publié, avec Achille Mbembe et Comi Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire* (Karthala, 2008, nouvelle édition augmentée). Il a par ailleurs dirigé *La Réinvention du capitalisme* (Karthala, 1994) et *La Greffe de l'État* (Karthala, 1996), ainsi que *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses* (Karthala, 2004, en collaboration avec Jean-Pierre Warnier).

56. Hartog (F.), *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2003 ; Detienne (M.), *Comparer l'incomparable*, *op. cit.*

57. Hermet (G.), *L'hiver de la démocratie, ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, 2007.